

Situation en Grèce : aller plus loin ou ne rien changer !

La situation en Grèce est au cœur des débats des institutions européennes et des capitalistes en général. Après 5 ans de plan d'austérité menée par les différents gouvernements avec l'appui de la Troïka (UE, BCE, FMI), le niveau de la dette a explosé et la situation des jeunes et des salariés s'est très largement dégradé. Les résistances ont existé durant ces cinq ans : une trentaine de jours de grève générales, des occupations de place... Les gouvernements ont été ébranlés, les institutions remises en cause mais ils n'ont jamais été renversés.

Le 26 janvier, Syriza a été portée au pouvoir par les élections législatives avec un score de 36,5%. Un vote qui s'explique par l'envie d'en finir avec l'austérité et de voir les conditions de vie s'améliorer. Mais les capitalistes ne l'entendent pas de la même oreille.

La semaine du 2 février, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de priver les banques grecques d'une de leurs sources de financement en prétendant qu'aucun accord ne pourra être trouvé avec le nouveau gouvernement. Maintenant, à la veille du sommet européen, le ministre des finances allemand prend le relais en demandant au premier ministre grec, Alexis Tsipras, d'annoncer son plan de "*redressement*", un programme d'austérité, en en faisant une condition pour ouvrir les discussions sur la dette. La semaine du 17 février, le gouvernement grec a dû faire une demande d'aide financière aux institutions internationales faute de liquidité ; ce qui le pousse à abandonner une partie de son programme pour être capable de rembourser les emprunts.

C'est un bras de fer qui se joue où les capitalistes cherchent à écraser le peuple grec pour le maintien de ses profits.

Pour nous, il faut comprendre les origines de cette dette pour pouvoir avancer sur des revendications et savoir casser le mythe de la dette légitime, le rôle des institutions européennes et internationales ainsi que les perspectives en Grèce.

La réalité de la dette en Grèce et de fait partout ailleurs :

Le montant annoncé en chiffre est exorbitant : 322 milliards d'euros de dettes, quand on sait que cela représente un pays de 11 millions d'habitants cela représente énormément. Selon les économistes des classes dominantes, comme quoi la dette serait à la charge de chaque personne, cela représenterait 30 000 euros par personnes à rembourser, mais nous verrons plus tard que cela n'est pas le cas.

Pourtant, vu la situation de misère qui existe en Grèce on se doute bien que cet argent n'a pas été dans les poches des jeunes et des travailleurs grecs. Le mécanisme de la dette est quelques choses d'inhérents a système capitaliste. Les Etats s'endettent au prêt des banques et après celles-ci le noter et des institutions internationales (FMI, BCE, OCDE, UE...) où les deux protagonistes siègent et se mettent d'accord à quelles sauces les jeunes et les travailleurs seront mangés avec l'austérité. Car oui, s'il y a bien une vérité, la dette ce n'est pas les capitalistes qui la payent au contraire ils en tirent des bénéfices.

Un petit historique des dépenses de la Grèce :

Jeux Olympiques de 2004 : 20 milliards d'euros de dépenses nettes. Les gouvernements français et allemands ont imposé le maintien des commandes de la Grèce en terme d'armement malgré la situation d'endettement. Ainsi, l'Allemagne a pu vendre 5 milliards d'euros de sous-marins qui ne fonctionnaient pas à la Grèce, la France elle n'a pas oublié de lui vendre des frégates de guerres des avions, des hélicoptères pour la bagatelle de 4,3 milliards d'euros... Clairement des dépenses très utiles pour un pays en crise. D'ailleurs là dessus, les institutions internationales se sont mis d'accord, il faut faire des économie sur tout mais pas forcément sur le budget militaire qui doit rester à hauteur de 4% du PIB (soit 9 milliards d'euros...), quand en France c'est 2,4% et en Allemagne 1,4%...Bref l'austérité c'est bien mais par contre il ne faut pas toucher aux profits des dirigeants européens, ça se fait quand même pas...

Là dessus, les différentes puissances internationales s'étaient mis d'accord lors de la mise en place des plans d'austérité, qu'il fallait organiser un plan de privatisation que devait rapporter autour de 50 milliards d'euros. Ce plan a permis entre 3 et 6 milliards d'euros de rentrer d'argent. Non pas qu'il ne se soit pas attelé à la privatisation car plein de secteur y sont passés : télécommunication, énergies, banques...En faite tout cela devait bien atteindre 50 milliards d'euros mais vu les prix de vente il n'y avait aucune possibilité d'arriver à ce chiffre, cela correspondait plutôt à des soldes géantes. Par exemple le principal fournisseur d'électricité Dimosia avait été scindé en deux : d'un côté la dette qui revenait à l'Etat de l'autre les activité rentable vendu pour 1 milliard d'euros quand le capital de l'entreprise était supérieur à cela, les revenus aussi...Un petit stratagème qui a permis de faire peser les dettes sur les institutions publics et mettre le profit dans la poche des capitalistes. Pire encore c'est une série de secteurs qui ont été cédé pour la modique somme de 1€ quand il représentait pourtant une valeur de vente de 5 milliards d'euros. L'affaire du siècle en quelques sortes.

On a pu voir ainsi que dans les mécanismes de privatisations, on socialise les pertes et on privatise les profits. La dette explose et les profits des capitalistes aussi en rachetant tout ce qui est rentable à des prix très bas.

L'explosion de la dette grecque se fait à partir de 2009, ce qui est directement en lien avec la crise économique de 2008. Le pays avait un des taux de croissance les plus importants d'Europe avec 4,2%, comme quoi cela n'est pas le problème de fainéantise si considère la croissance comme le marqueur de la bonne santé d'un pays. Mais avec le ralentissement économique lié à la crise tout s'écroule car la Grèce dépendait énormément des capitaux internationaux qui se sont repliés au moment de la crise. Le chômage a explosé de 3% en moins d'un an et le ralentissement économique a approfondis tout ça pour atteindre les taux de croissances suivants : 2009 : - 2%, 2010 : - 4,5%, 2011 : - 6,8%, 2012 : -6,4%...

Bien sûr la chute de la croissance est aussi à mettre en lien avec les plans d'austérité qui ont coupé les salaires, les aides sociales, la fonction publique, les licenciements imposés... L'austérité a poussé au ralentissement de l'économie et donc aux problèmes de rentrer d'argent pour l'Etat grec. D'autant que les exonérations fiscales des grandes entreprises en Grèce ont continué. Ainsi l'entreprise Hochtief, qui exploitait l'aéroport international d'Athènes, avait omis de payer la TVA à l'Etat une dette d'un milliards d'euros. Autre exemples, ce sont les armateurs grecs, comprendre les multinationales du transport maritime, qui n'ont pas été imposées, ce qui représente 140 milliards d'euros sur 12 ans. Il s'agit d'exemples parmi tant d'autres. Dernièrement, dans les divulgations d'accords fiscaux secrets, avec les autorités du Luxembourg, 9 entreprises grecques sont dans la liste. Une petite bagatelle de plusieurs centaines de milliards d'euros qui sont planquées qui pourraient dépasser deux fois le montant de la dette grecque.

Les plans d'austérité et les aides ont eux-aussi entraînés l'explosion du montant de la dette :

Les capitalistes avancent que les aides versés étaient nécessaires pour le fonctionnement de l'Etat, mais ce n'était pas leur seul objectif. Ainsi, le Ministre des Finances espagnol faisait [des déclarations dans ce sens](#) :

"La Grèce a reçu 210 milliards d'euros de la zone euro, dont 26 milliards d'euros de l'Espagne, par exemple," a-t-il affirmé. "Grâce à ces financements, que la Grèce ne pouvait pas obtenir des marchés financiers, elle a pu maintenir tous ses services publics... payer ses médecins, ses policiers, ses retraités, grâce à cette solidarité."

Mais cette version des faits n'est que partielle. En effet, la Grèce a commencé ses efforts d'assainissement budgétaire en étant déficitaire avant les paiements d'intérêts de près de 24 milliards d'euros en 2009 et devait gérer un déficit primaire en 2010, 2011 et 2012. À partir de 2013, cependant, les recettes ont été plus importantes que les dépenses et il n'y avait plus besoin de financement extérieur pour couvrir les frais de gestion de l'État.

Les mesures d'austérité brutales voulaient dire qu'un peu plus de 15 milliards d'euros des prêts de la troïka ont été utilisés pour la gestion de l'État. Associé à d'autres besoins de financement du gouvernement (concernant surtout le remboursement des arriérés qui s'étaient accumulés pendant les deux premières années de crise) le volume total des crédits nécessaires à la gestion de l'État grec était de seulement 11% de l'aide financière totale, c'est-à-dire environ 27 milliards d'euros.

La répartition des financements témoigne de l'opposition de la zone euro à toute possibilité de mettre fin à la dette dès le début de la crise grecque. À peu près la moitié des financements ont été fait pour le service de la dette. Pour ce qui est des prêts, 81 milliards ont été utilisés pour faire face aux créances arrivant à échéance et pour payer les intérêts qui excédaient 40 milliards d'euros, soit presque 122 milliards d'euros au total.

La deuxième part la plus importante des prêts de la troïka concerne des exercices de réduction de la dette. Quand les prêteurs ont considéré que la Grèce était suffisamment stable et lorsque les principales banques de la zone euro courraient moins de risques en Grèce, ils ont décidé de reporter le problème sur les créanciers privés en février 2012 avec l'initiative de participation du secteur privé

(*Private Sector Initiative* ou PSI). Elle a été suivie par le rachat de la dette à la fin de l'année 2012.

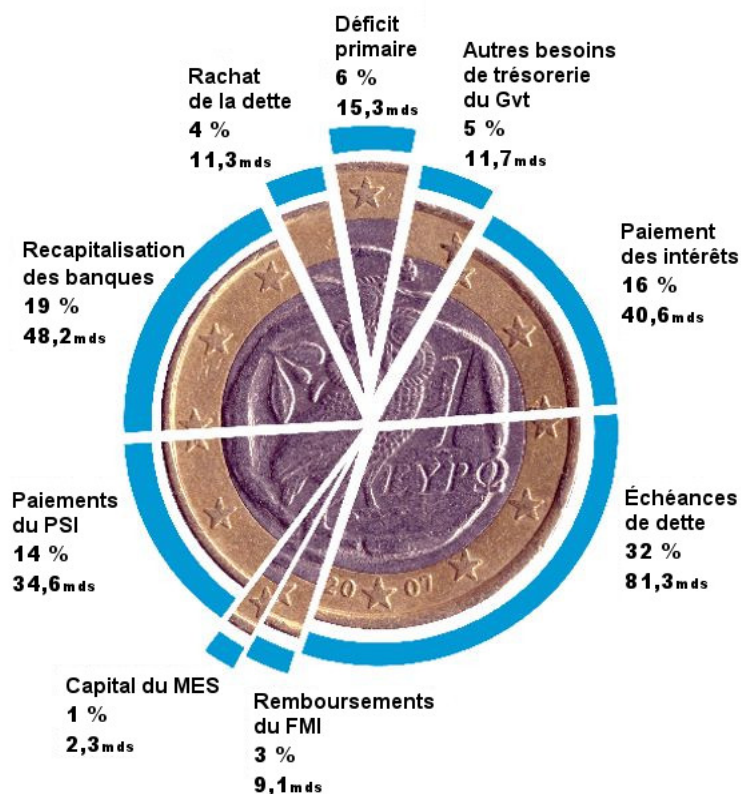
Pendant la PSI, les créanciers se sont vus offrir de nouvelles obligations d'une valeur nominale égale à 31,5 % de la valeur nominale de celles échangées. Ils ont aussi reçu des dessous-de-table sous la forme d'obligations en équivalents de trésorerie du Fond européen de stabilité financière (FESF) avec une échéance de 24 mois pour 15 % de la valeur nominale de la dette échangée. De plus, on leur a offert des obligations du FESF à court terme pour les intérêts courus. Ce qui totalisait 34,6 milliards d'euros ou 14 % des besoins de financement globaux.

11,3 milliards d'euros supplémentaires ont été utilisés pour racheter plus de 30 milliards d'euros de la dette lors de l'initiative d'allègement de la dette en 2012.

Pour soutenir les banques des pertes subies avec le PSI et la détérioration rapide des portefeuilles de prêts résultant de la profonde crise qui a vu les prêts non productifs grimper en flèche de 8 à 34 %, la Grèce a emprunté 48,2 autres milliards d'euros pour recapitaliser les banques et restructurer le secteur bancaire. Un total de 11,6 milliards reste inutilisé et pourrait former la ligne de précaution de la zone euro après la fin de la partie européenne du programme actuel.

Le montant total des trois initiatives atteint 94 milliards d'euros, plus d'un tiers des besoins totaux de financement.

Où est passé l'argent ?



Finalement, les aides financières accordées n'avaient qu'un seul objectif : financer les paiements de la dette et maintenir la Grèce dans une situation de dépendance de ces aides permettant une pression pour continuer les plans d'austérité. Ainsi la dette grecque est passée de 113% du PIB en 2009 à 177% aujourd'hui.

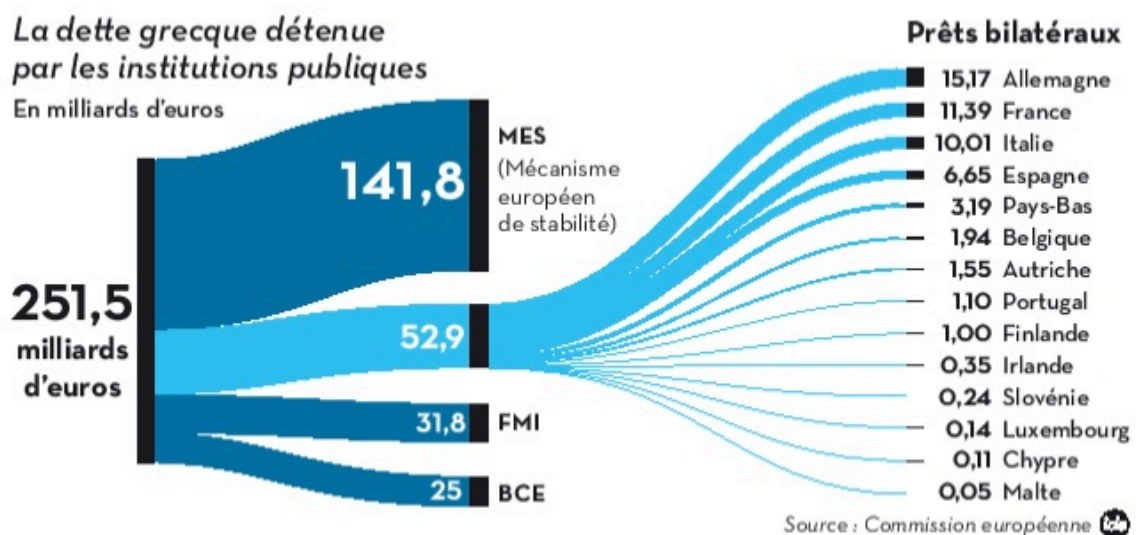
D'autant qu'il s'agit d'un enjeu plus que lucratif pour les capitalistes. Le financement de la dette grecque par les banques a permis à celles-ci d'obtenir des profits records. Ils

empruntaient de l'argent à la BCE à un taux d'intérêt de 1% et le prêt à la Grèce avec un taux d'intérêt qui pouvait aller jusqu'à 12% en 2010. L'enjeu n'était donc plus tant dans le remboursement de la dette grecque mais bien dans les taux d'intérêts.

Où mais la dette c'est les Etats qui l'ont ?

A un moment, il s'agissait bien d'investisseurs privés qui détenaient la dette grecque à hauteur de 57% avant mars 2012. Mais le moment est venu où les capitalistes voulaient voir leurs revenus assurés et donc un rachat de ces dettes par l'Etat. Un élément un peu perturbant car quand les travailleurs s'endettent, l'Etat ne se porte que rarement garant dans le rachat de celle-ci au contraire ils envoient la justice et la police pour leur demander l'argent. Le FMI, la BCE et les Etats se sont lancés dans un grand plan de rachat de la dette grecque au banque. Maintenant cette dette est partagée ainsi : 53 milliards par des Etats, 141,8 milliards par les Fonds Européen de Stabilité Financière, 32 milliards par le FMI, 27,7 milliards par la BCE et enfin toujours 44 milliards par des secteurs privés.

Ce rachat, les capitalistes ont dit qu'ils en avaient perdu mais en réalité avec le rachat de leur titre et les intérêts, ils se sont en partie remboursés. D'autant que les titres qu'ils possédaient n'avaient plus aucune valeur sur les marchés financiers. Les institutions publiques ont ainsi racheter des titres de la dette, dont personne ne voulait, faisant encore une fois porter les risques et les pertes des secteurs privés sur les institutions publiques et les Etats.



Mais est-ce que cela entraînerait des coûts supplémentaires à travers les impôts ?

L'argent a déjà été dépensé, il existait il a été donné et l'Etat français fonctionne sans et s'organise pour fonctionner sans. Ainsi si le gouvernement décidait de faire payer par une augmentation des impôts, ce serait un choix politique sans aucune justification. En France comme ailleurs, les contribuables ne remboursent jamais la dette publique. Quand un emprunt obligataire ou autre arrive à échéance, l'Agence France Trésor (AFT) emprunte pour un montant équivalent sur les marchés, afin de le rembourser. Ainsi, en 2013, **l'AFT a emprunté à moyen et long terme 186,3 milliards d'euros, qui ont servi, à hauteur de 106,7 milliards**, à rembourser ("amortissement") des emprunts arrivant à échéance, le reste finançant, principalement, le déficit budgétaire.

Le budget de l'Etat ne comporte donc aucune ligne "remboursement de la dette". Ce qui figure au budget, ce sont les intérêts sur cette dette, et seulement les intérêts.

Le véritable impact d'une telle annulation serait la perte des recettes correspondant aux intérêts versés par l'Etat grec. Mais ces intérêts sont déjà très faibles, et pourraient être revus à la baisse. Pour autant, le gouvernement profite de la dette grecque en gagnant 80 millions d'euros par an.

Encore une fois, il faut savoir que les aides financières à la Grèce ne sont en aucun cas comparable avec celles versées aux banques lors de l'opération de la BCE « pour relancer l'emploi » qui leur a offert 1 000 milliards d'euros avec des taux d'intérêt très faible et sans aucune contre partie... D'ailleurs 1 000 milliards d'euros qui sont partis dans le vent puisque la situation de l'emploi ne semble en aucun cas s'être arrangé.

Les banques s'attaquent aux particuliers aussi :

Les banques rachètent des créances de particulier, qui parfois ne seront jamais remboursé et sont même annulé par les agences. Elle les achète alors 50€ au lieu de 10 000€ et elles tentent d'être remboursé. Même si elles n'obtiennent que 500 €, le profit est là...

Finalement la dette grecque c'est le fait des capitalistes qui l'ont grossi afin de pouvoir s'assurer des taux d'intérêt énorme et pouvoir faire ce qu'ils veulent de se pays au nom du profit peu importe la situation des jeunes et des travailleurs.

Situation en Grèce aujourd'hui : misère, misère et misère...

La situation en Grèce c'est surtout les conséquences de l'austérité sur le peuple grec. Nous avons vu que les capitalistes s'acharnaient à récupérer de l'argent coûte que coûte.

En quelques chiffres : 1 000 000 de suppressions d'emplois, 38% de baisse des salaires, 45% de baisse des retraites, 42,8% d'augmentation de la mortalité infantile, 190,5% d'augmentation du chômage, 98,2% d'augmentation du taux de pauvreté... Tout cela pour que la dette augmente de 35,5%.

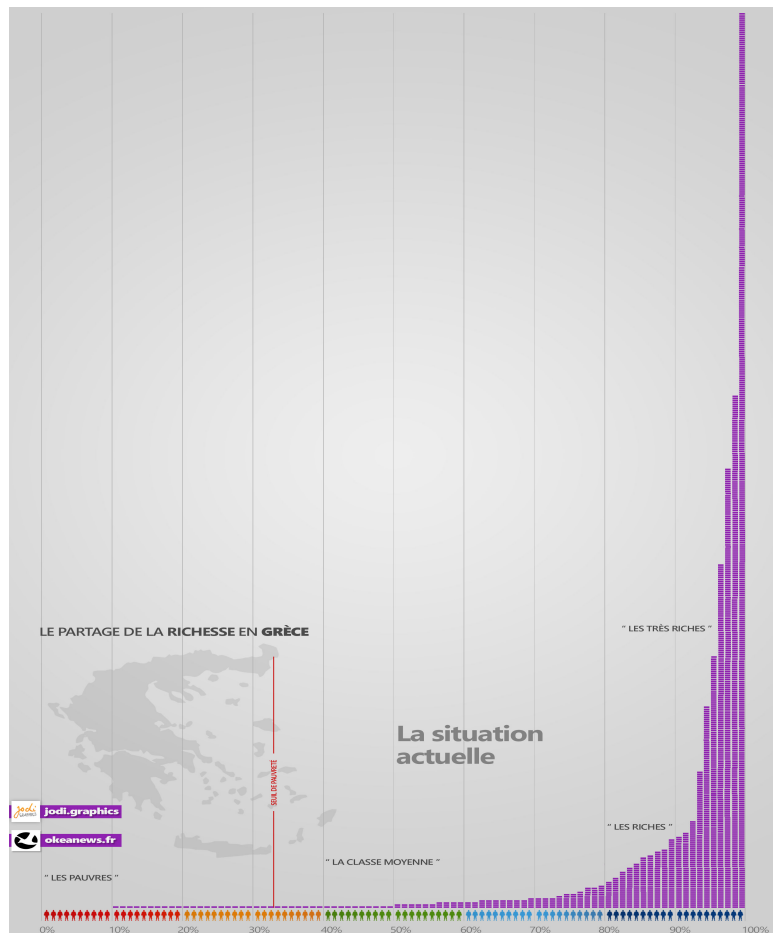
Ces chiffres sont liés aux plans d'austérités qui ont entraîné des licenciements, des suppressions de postes, les fermetures de services publics... Ce qui a aussi entraîné le ralentissement de l'économie avec une baisse de 25% du PIB, une fermeture de 30% des entreprises (70% des petites entreprises ont fermé en deux ans)...

Ces attaques sont claires et font que l'avenir, des jeunes et des travailleurs grecs, est incertain. Le salaire minimum est de 580 euros avec des dérogations pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Ainsi on a vu se créer des CDD avec un salaire de 427€ par mois, ou des contrats de travail de 4 heures par jours pour un salaire de 150€ par mois... On voit aussi réapparître l'esclavage : l'emploi sans contrat sans aucune rémunération seulement le gîte et le couvert dans des hôtels. Pour comprendre, la situation, il faut rappeler qu'un loyer dans la banlieue d'Athènes pour un deux pièces est de 500 euros, 600 euros en ville, un ticket de métro coûte 1,2 euros pour un trajet... Des chiffres qui montrent bien que la situation est dramatique. D'ailleurs on note aujourd'hui qu'il y a 3 795 100 personnes qui sont dans « l'exclusion social », le taux de pauvreté étant de 32,3% en 2012 et a encore sûrement augmenté. 16,3% des jeunes ne peuvent d'ailleurs pas faire face aux coûts d'un loyer... Le nombre de SDF explose chaque mois. Les emprunts immobiliers « dits » dans le rouge, c'est à dire qui ne seront pas payés et exigent une expulsion ont augmenté de 400% en 5 ans. Aujourd'hui ce sont 25% des foyers qui sont concernés.

La situation économique est elle aussi désastreuse avec une production qui a diminué de 23,5% en 5 ans, l'épargne a reculé de 32,20%.

Les fermetures de services publics, les sous financement de la santé ont aussi leurs conséquences. Aujourd'hui, pour être soigné dans des hôpitaux, il faut acheter soit même les médicaments, dans certains il faut même acheter le matériel pour l'opération... Beaucoup propose plutôt d'aller dans les dispensaires autogérés par les travailleurs de la santé qui offrent des soins à moindre coût et dans des conditions d'hygiène acceptables, d'autant que les travailleurs immigrés sont refusés dans les hôpitaux publics. Le système montre qu'avec l'austérité, les conditions de vie régressent largement et que même à petite échelle quand ce sont les travailleurs qui s'organisent pour faire tourner eux mêmes la société, ils plus en capacité de s'en sortir.

Bien sûr, la Grèce n'échappe pas à la situation où les riches deviennent plus riches et les pauvres toujours plus pauvre, preuve en est ce graphique :



Les résistances face à l'austérité

Dans une telle situation les résistances ont existé de la part des jeunes et des travailleurs ont existé ces cinq dernières années, des grèves générales, des occupations de places... Une situation où la combativité s'est développée depuis le début de l'austérité.

On a pu compté ainsi plus de 30 jours de grève générale en Grèce qui ont secoué le pays et ont mis en mouvement des millions de jeunes et de travailleurs. Ce sont les salariés du privés, du public, les lycéens, les étudiants, les chômeurs...qui sont sortis dans la rue à de nombreuses reprises contre l'austérité et leurs gouvernements.

Les luttes n'ont pour autant pas réussi à inverser la situation. Même si par moment, elles entraînaient des crises politique très importantes. Ainsi la combinaison entre les grèves générales et les occupations de place pouvaient laisser espérer un déroulé où le gouvernement serait renversé par les mobilisations.

Mais l'affrontement n'a pas permis de passer le cap où les gouvernements auraient pu être renversé par la généralisation des grèves et un affrontement dans la durée. Même si il y a eu plusieurs jours de grève générale, cela n'a pas été sur une durée suffisamment longue pour se lancer dans un bras de fer contre le capital et les institutions européennes. Les mobilisations n'étaient pas assez massives et assez organisés pour porter en elles mêmes une perspective de pouvoir, de changement ou tout simplement pour renverser les gouvernements. D'autant, que la Grèce était devenu le laboratoire de l'Europe sur les politiques d'austérité mais aussi sur la manière d'y faire face. Le gouvernement devait tenir, peu importe comment, face aux mobilisations au risque de voir se dérouler un « printemps européens » à l'image des processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte.

Face à ces mouvements, les gouvernements ont assumé un niveau de répression très important. Déploiement de brigades anti-émeutes, utilisation systématique de la violence, arrestations abusives...A cela s'est ajouté par moment à l'utilisation de force externe de la police pour mater les mouvements sociaux : groupes de milices privés dans les mines d'or, utilisation d'aube dorée contre des grèves, les mouvements étudiants, les étrangers... L'Europe a même été jusqu'à déployer sa force armée, Eurocorp, en Grèce pour s'assurer du maintien de l'ordre. Les prisonniers politiques se sont multipliés surtout dans les franges de la jeunesse radicalisée. Tous les droits sont niés pour les prisonniers, ainsi on voit des dizaines de morts dans les prisons à cause de la situation sanitaire, d'autres ne sont pas libérés malgré la fin de leur peine... Ainsi Nikos Romanos, emprisonné pour l'attaque d'une banque, demande sa libération pour pouvoir suivre des études dans le supérieur, ce qui est prévu par la loi. Une demande refusée par le gouvernement car le jeune homme est devenu un symbole d'une jeunesse sans avenir. Ruiné, sans perspective, il s'en est pris au seul endroit où trouver de l'argent aujourd'hui sans tirer le moindre coup de feu. Symbole car il était l'ami d'Alexis Gigoropoulos, tué par la police le 6 décembre 2008 qui avait entraîné une explosion social dans la jeunesse grecque, et était présent au moment des faits.

Les mobilisations n'ont pas permis de changer la situation et d'imposer un changement politique. Les mauvais coups et les défaites ont poussé à chercher un débouché par un autre moyen que les luttes. C'est dans cette dynamique qu'est apparu Syriza qui a réussi à proposer une solution par les élections pour une changement et s'opposer à l'austérité.

Montée de Syriza

Syriza s'est créée en 2004 et trouve son origine dans des coalitions électorales pour les élections locales de 2002. Il née officiellement aux élections législatives de 2004, en se constituant en coalition regroupant des écologistes, des communistes, des sociaux-démocrates, des personnes non organisés... Il recueille 3,3% des voix aux premières élections. En 2007 aux législatives, il obtient 5% des voix. C'est en 2012, après les plans d'austérité que le bon en avant d'un point de vu électoral se matérialise avec 16,78% des voix aux législatives anticipées. A celle de juin 2012, il obtient 26,89%. Cette progression est liée aux refus de l'austérité par les Grecs et Syriza apparaît comme la seule force qui pèse et propose des solutions réalistes pour mettre fin à l'austérité. Dans cette montée électoral, Syriza devient un parti à part entière lors du congrès de 2013.

Lors de ce congrès de fusion entre les différentes organisations, c'est Alexis Tsypras qui tient les rênes de l'organisation. Ainsi, les opposants de gauches qui veulent plus pousser sur les luttes sont écrasés lors de ce congrès où on leur propose d'accepter la ligne ou de partir sans droit réel d'un point de vu démocratique de faire connaître leur position.

Syriza est bien entendu une organisation du côté du mouvement ouvrier mais elle reste assez peu implanté dans les syndicats et a assez peu de poids sur la réalité des mobilisations. Pour exemple, on peu prendre la réalité des meetings de Syriza lors de sa campagne aux législatives qui attirait moins de personnes que le KKE (Parti Communiste Grec) avec pourtant un score respectif de plus de 30% et 6%. D'autant que Syriza a un rapport au mobilisation différent de ce que nous pouvons attendre d'une organisation contre l'austérité et qui prône le changement radical de la situation de vie de l'immense majorité et du fonctionnement de la société. Ainsi lors des mobilisations, Syriza a souvent tenté de les limiter ou du moins de les ramener dans un giron institutionnel . En 2013, lors des grèves de l'éducation ou d'autres secteurs, ils préféraient ne pas appeler à la mobilisation en expliquant que les choses changeraient par les élections dans un an, alors à quoi bon se battre avant ?! Ce n'est pas pour casser du sucre gratuitement sur Syriza mais bien pour comprendre qu'elle sera sa politique par la suite et comment peuvent se dérouler l'avenir.

Le programme de Syriza en 2012, quelques exemples :

Refus du plan d'austérité.

. Embauches massives dans la santé, l'éducation et les services sociaux. Programme immédiat de création de 100.000 nouveaux postes de travail (hôpitaux, écoles, organismes liés à la politique sociale).

. Augmentation des indemnités pour les licenciements; mesures spéciales pour les chômeurs de longue durée ou de plus de 50 ans.

. Salaire minimum porté au niveau moyen des pays de l'UE 15 soit 1300 euros par mois.

. Augmentation des retraites.

. Retour à la propriété publique de tous les services publics et de tous les organismes dans les domaines de l'énergie, des télécommunications, des ressources en eau, des transports, des infrastructures (ports, aéroports, marinas, routes, installations touristiques etc), transparence et contrôle populaire du système d'attribution et d'exécution des grands projets et des politiques foncières.

. Etant précisé que les nationalisations ne concernent pas seulement le titre de propriété mais aussi la modification de la structure des entreprises publiques avec participation des salariés dans la prise de décision et contrôle social, de sorte que les entreprises ne soient pas au service de l'accumulation capitaliste, mais des besoins sociaux.

. Formation d'un pôle d'intervention étatique dans le système bancaire, avec pour pilier la Banque Nationale, la Banque agricole et la banque postale, qui passent sous contrôle public et deviennent propriété publique. Grâce à ce pôle, nouvelle politique sur le crédit, qui encourage la croissance, soutient les PME, les micro-entreprises et l'économie rurale, encourage des politiques sectorielles et renforce les secteurs les plus pauvres.

. Nationalisation de chaque banque incapable de remplir ses obligations et de servir les déposants et qui a besoin du soutien de l'état.

. Refus de la privatisation de la compagnie Olympic airways, de l'OTE (France telecom grec) de la libéralisation du secteur ferroviaire, des ports du Pirée et de Thessalonique et développement de ces ports ainsi que de celui d'Higoumenitsa.

A noter que certaines composantes du SYRIZA parlent de nationalisation de toutes les banques

. Facilitation de la naturalisation des immigrés et notamment de leurs enfants.

. Suppression de toute limitation à l'accès à la santé publique et à l'éducation pour les migrants.

. Suppression des camps de rétention d'étrangers et création de centres ouverts aux conditions dignes.

. Régularisation et sécurité sociale pour tous les immigrés qui travaillent.

. Enregistrement de "leurs droits politiques et sociaux", droit de vote et d'éligibilité.

. Asile politique aux réfugiés.

. Nationalité à tous les enfants qui naissent en Grèce ou qui y sont arrivés à un jeune âge.

. Nationalité automatique après 7 ans de présence.

. Expropriation de tous les biens immobiliers de l'église et des monastères et taxation de tous les revenus de l'église.

. Suppression de l'enseignement du catéchisme par une approche scientifique du phénomène de la religion, école a-religieuse.

. Séparation totale des rôles église/état avec compétence absolue de l'état y compris sur la question des cours de religion. Suppression du serment religieux. Enseignement religieux portant sur toutes les religions.

. Démilitarisation (sic) des forces de sécurité et désarmement des unités de la police pendant la durée des mouvements syndicaux et des manifestations politiques.

.Suppression des unités spéciales (MAT= équivalent des CRS) et des corps spéciaux (garde frontières, garde-champêtres).

.Interdiction de l'utilisation des gaz chimiques et de balles plastiques pendant les manifestations, les grèves et toute forme de mobilisation collective.

. Prisons : création d'une charte du détenu; humanisation des conditions de détention, interdiction des prisons ne respectant pas les conditions de vie humaines et dignes.

. Retrait des forces militaires grecques de "missions qui constituent une ingérence de l'impérialisme dans les pays étrangers. Notre devise est: aucun soldat en dehors des frontières de son pays."

. Suppression immédiate des bases de l'OTAN à Souda et Akrios: "nous ne voulons pas la Grèce dans l'Otan ni l'Otan en Grèce et nous combattons pour son démantèlement"

. Service militaire de 6 mois; reconnaissance de l'objection de conscience avec un service social.

. Réduction drastique des armements et des dépenses militaires [le SYRIZA ne précise pas lesquelles alors qu'elles ont déjà énormément baissé) en faveur de la couverture des besoins sociaux. Selon le SYRIZA ces dépenses fondamentalement servent les plans de l'OTAN.

- Société

. Dépenalisation de l'utilisation, de la détention, de la cession de toutes les substances (stupéfiantes) sans exception pour usage personnel. . Traitement des utilisateurs comme des malades. Mesures pour couper les utilisateurs du commerce illégal.

- Education

. Suppression de la loi sur les collèges d'études privée et absorption des étudiants pas le système éducatif public. Etudes secondaires gratuites.

. Embauches massives de milliers de postes vacants dans le domaines de l'éducation.

. Défense et extension de l'asile et des libertés académiques et syndicales dans les établissements d'éducation.

- Santé

. Embauches massives de personnel médical et amélioration de leurs conditions d'exercice.

Une volonté de rupture avec l'austérité

Aujourd'hui le vote pour Syriza à 36,3% des voix montre la volonté des jeunes et des travailleurs grecs d'en finir avec les politiques d'austérité qui ruinent leurs vies et leur avenir. Pour nous il s'agit d'un élément positif, car pour la première fois depuis le début de la crise il existe une matérialisation politique de la volonté de rupture avec l'austérité. Il faut donc le voir ainsi, le vote pour Syriza est un vote pour en finir avec l'austérité, maintenant il faudra surtout qu'il fasse ses preuves. Et là c'est pas forcément gagné.

Le programme des élections :

Effacer la plus grande partie de la dette publique (qui s'élève à plus de 177% du PIB).

- Inclure un "moratorium", soit un délai dans le paiement de la dette pour relancer la croissance.
- Conditionner le remboursement du reste de la dette au retour de la croissance.
- Créer 300.000 emplois

Porter le salaire minimum de 580 à 751 euros

- Rétablir le 13e mois de retraite pour les retraites inférieures à 700 euros
- Offrir l'électricité et des coupons d'approvisionnement à 300.000 ménages au moins
- Protéger les habitations principales des saisies
- Assurer l'accès gratuit aux soins
- Augmenter le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage

sur le moyen de financer tout cela :

Réduire le remboursement de la dette

- Lutter contre la fraude fiscale et la contrebande
- Réaffecter des fonds européens
- Bénéficier des retombées du plan de relance de la croissance

Syriza à l'épreuve du pouvoir

Depuis le 26 janvier 2015, le gouvernement Tsipras est en place en ayant obtenu 149 députés sur 300. La première chose qu'il a mis en place est l'alliance avec l'ANEL, les Grecs indépendants, groupe de droite conservatrice qui refuse l'austérité et les accords avec les institutions mais c'est le seul côté acceptable. Le reste est la somme d'une idéologie ultra-conservatrice sur l'immigration, l'égalité des droits, le rapport à l'église... Ce qui explique probablement la suppression du mariage pour tous et de l'égalité des droits à quelques jours des élections.

L'interrogation est est-ce que cette alliance était réellement nécessaire ? Syriza a 149 députés sur 300, il lui faut donc la majorité et donc au moins un élu en plus pour pouvoir gouverner ? La dessus, la constitution grecque prévoit qu'il est possible pour un parti n'ayant pas eu la majorité absolue de demander un vote de confiance de l'assemblée ce qui lui aurait été possible dans le cas de Syriza. Le fait de s' allier avec ANEL n'était donc pas une obligation. D'autant que le ministère qui lui est alloué est celui de la défense, un ministère stratégique quand on connaît le poids économique du secteur militaire dans l'état grec et la situation de tension perpétuelle qui existe avec la Turquie.

Malgré cette alliance, les premières mesures annoncées semblent valider l'application du programme minimal porté par Syriza dans les élections. Ainsi la privatisation du Port du Pyrée à été arrêtée, ainsi que celle du principal fournisseur d'énergie. Des mesures sur la répression ont été mise en avant: arrêt de l'utilisation des gaz lacrymogènes pendant les manifestations, le parlement n'est plus gardé par les forces de l'ordre... Des mesures progressistes mais qui ne touchent pas à la "Crise humanitaire", pour reprendre les termes de Tsipras, que connaît la Grèce aujourd'hui.

Les mesures, pour endiguer la misère et changer radicalement la situation des jeunes et des travailleurs grecs, ont été l'objet des reculs programmatiques ou d'un report. Ainsi la mise en place d'un salaire minimum à 751 euros à été reportée en 2016. Sur la dette, le premier ministre n'a cessé d'expliquer qu'il maintiendrait les paiements de la dette et des intérêts.

Depuis son élection, les pressions se sont multipliées de la part de l'Union Européenne et des institutions. La situation financière de la Grèce oblige de faire le gouvernement de faire un choix, soit il trouve l'argent lui-même dans les banques soit il reste dépendant des institutions européennes. Dans ce sens, les sortis d'argent se multiplient depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir, les capitalistes retirent leur argent des banques pour le déposer ailleurs. Mais depuis le 21 février, le gouvernement a fait le choix d'accepté la dernière part de l'aide européenne, l'obligeant à faire encore des concessions sur son programme et à devoir rendre des comptes auprès de la BCE, de l'UE et des grandes puissances européennes. Il s'agit clairement d'un recul du gouvernement qui avait pourtant promis de ne pas céder en cas de bras de fer.

Au sorti des élections, le gouvernement est crédité de 70% d'avis favorable en Grèce, il aurait donc la légitimité nécessaire pour imposer les mesures qu'il a promis lors de la campagne électorale. Pour autant, ce soutien ne s' est pas traduit dans la rue suite à l'annonce de l'arrêt du versement des aides par la BCE. Le rassemblement à réuni 5 000 personnes, on est bien loin du nombre de votant ou du nombre de manifestant des dernières manifestations de novembre 2014. Le soutien existe mais n'est pas au moins où les jeunes et les travailleurs défendent ce qui est présenté comme "leur gouvernement".

Pour imposer les mesures sur les salaires, les créations d'emplois, la négociation de la dette... il faudra plus que des lois et sortir des cadres des institutions.

Imposer les mesures, aller plus loin pour cela ?

Le gouvernement, même s'il tarde à les appliquer ou y renonce, annonce des mesures radicales. Pour imposer les augmentations de salaires, des embauches, l'annulation de la dette directement par la mise en place de loi, il faut se demander si l'Etat a la possibilité de faire ça lui-même? En réalité, non, il ne peut pas. Tout d'abord, il ne possède pas les fonds nécessaires. Les aides sont gelées et ne seront pas accordées pour de telles mesures et il reste uniquement deux milliards d'euros de liquidité à l'Etat grec. De plus les entreprises sont privées, la dette est possédée par d'autres pays, par les capitalistes... Vu leur volonté d'augmenter leurs profits et leurs capitaux sans aucun remord vis à vis de la situation de ses grecs, on peut se dire qu'ils vont continuer à moins d'avoir du jour en lendemain changer d'allégeance : du sacré saint profit à l'intérêt des jeunes et des travailleurs, la répartition des richesses... Bref au communisme. Il faudra donc leur imposer ces mesures mais qu'elles sont les possibilités de l'état pour faire cela? On dit souvent et à juste titre que l'état a le monopole de la violence légitime, mais pas contre tous. L'état grec a toujours poursuivi et matraqué les étrangers, les manifestants... beaucoup moins les capitalistes. Là, il faut rappeler que l'Etat n'est pas un corps neutre dans la société. Ce qui le fait fonctionner, ne sont pas élus, ne sont pas contrôlables, ils sont issus des familles les plus riches après avoir fait de grandes écoles et ont comme seul intérêt de préserver leurs intérêts qui sont contradictoires avec ceux qui ne possèdent rien.

Comme il faut imposer ces mesures aux capitalistes et aux dirigeants du monde entier, il faut bien se dire qu'ils tenteront de s'y opposer. Le premier signe est le gel des aides à la Grèce, par le BCE, ils sont prêts à engager un bras de fer contre le gouvernement, les jeunes et les travailleurs grecs. Si le gouvernement veut imposer une augmentation des salaires, cela va contre les intérêts des patrons qui verraient leurs profits diminuer. Face à cela, ils feront largement le choix d'arrêter la production, de délocaliser ou tout simplement de partir avec leur argent et les moyens de productions. Cela n'est pas une surprise, ils le font partout ailleurs, même en France quand des licenciements sont jugés illégaux les patrons préfèrent saboter la production plutôt que de se voir imposer de garder les salariés ; alors augmenter des salaires de 180 euros par salariés et des embauches : il faut pas pousser ! Pour les mettre en place, le gouvernement devra être prêt à les contraindre mais qu'est ce que cela veut dire ? Il faudrait bloquer le départ des moyens de productions, leur sabotage éventuel mais aussi bloquer les capitaux des entreprises qui sont sur des comptes, parfois même bien cachés au chaud en Suisse ou tout autre paradis fiscaux. Il faudra donc que le gouvernement impose un contrôle démocratique sur les entreprises, leurs comptes et leurs capitaux.

Bien entendu, pour faire cela, on pourrait dire qu'il y a la police qui est la garante de la loi. Mais il faut bien se rappeler qu'il s'agit d'un milieu qui subit une influence énorme de l'extrême droite fascisante qu'est Aube Dorée qui est bien loin de vouloir cela. Les dirigeants de la police sont, les mêmes qui ont donné les ordres de réprimer les manifestants et même d'en tuer certains ; il est

donc peu probable qu'ils se mettent tout d'un côté du côté des jeunes et des travailleurs. Il est plus probable qu'ils servent à défendre les patrons et mêmes les intérêts des capitalistes contre le gouvernement.

La seule solution restante est donc de l'imposer par l'action de la majorité de la population : les travailleuses et les travailleurs. Ils sont les seuls à avoir la force du nombre pour imposer de contrôler les entreprises au même moment, si ce n'est pas fait au même moment, on se doute que les capitalistes qui y auraient échappés partiront rapidement et feront tout pour que la production ne reprenne pas. Ils sont aussi les seuls à pouvoir reprendre en main les entreprises, relancer la production, l'organiser... En faisant cela et en reprenant le contrôle sur les comptes des entreprises, ils pourront eux mêmes imposer et décider de l'augmentation des salaires, ce qui pourra être plus important, car la partie de la production garder pour les profits pourra servir à ces augmentations.

Pour imposer, cela il faut aussi poser la question du contrôle des banques. C'est là où est stocker l'argent, c'est dans ces comptes que les capitalistes entassent leurs profits et c'est elles qui valident les versements de l'Etat grec en versement de la dette. En prenant leur contrôle, les jeunes et les travailleurs pourront imposer l'arrêt du paiement de la dette. Ils pourront aussi permettre à la société grecque d'accéder à assez d'argent pour fonctionner. Car la situation est dramatique aujourd'hui, il reste seulement deux milliards d'euros en liquidité, ce qui est largement insuffisant pour faire fonctionner tout un pays. Il faut donc en trouver là où il est sans dépendre des puissances internationale, qui préfèrent voir un pays et un peuple sombrer dans une crise sans précédent plutôt que de remettre en cause leurs intérêts et leurs profits. Ils pourront aussi verser les salaires et des allocations à ce qui ne les touche plus. Beaucoup disent que la gestion d'une banque, surtout depuis le développement de la finance est super complexe. C'est vrai et tout est fait pour que cela ne soit pas compréhensible. Aujourd'hui, une banque entreprend tous les jours des dizaines de milliers de transactions partout dans le monde. Par contre, pour les salariés des banques, pas de problème, c'est eux qui les font fonctionner, ils sont donc capables de mettre en place ces mesures et de contrôler les entrées et les sortis.

Pour pouvoir restructurer l'ensemble de la société, comme le veut Syriza, il faudrait déboursier des milliards d'euros ; ce qui est donc contradictoire aujourd'hui avec le paiement des intérêts de la dette et son remboursement.

On a vu au début que la dette grecque était juste un moyen pour les capitalistes d'imposer des plans d'austérité à la Grèce qu'elle n'est en aucun cas légitime et surtout qu'elle n'a jamais été contracté par les jeunes et les salariés et encore moins dans leur intérêt. Il faut donc l'annuler, ne plus rien verser, sans cela les capitalistes auront toujours des moyens de pressions contre le peuple grec.

Mais par le contrôle des entreprises et des banques, les capitalistes auront moins de possibilité de mettre la pression par les jeux financiers. A partir du moment où c'est la population qui contrôle les banques et les entreprises, quelles seront les moyens pour les capitalistes de mettre une pression par les intérêts de la dette ? Aucun, ils ne pourront saisir les comptes car le contrôle sera plein et entier par les salariés. Ils pourront tenter de faire le jeu de la sortie de l'euro et de l'UE ? Pas de soucis, puisqu'ils contrôleront tout de même les capitaux et pourront alors organiser eux mêmes leur économie, éditer leur monnaie ou pas d'ailleurs.

Sur cette lancée, c'est finalement l'ensemble de la société qu'il faut en remettre en cause pour améliorer la situation des jeunes et des travailleurs afin d'imposer des mesures qui changent radicalement leur quotidien. Relancer la production de médicament sous contrôle de la production, reprendre en main les hôpitaux et les réorganiser pour améliorer leur fonctionnement et permettre de délivrer des soins sans aucune condition d'origines ou de revenus. C'est toute la société qui doit finalement passer sous le contrôle de la majorité de la population, ce qui la font fonctionner et qui savent ce qui est dans leurs intérêts, sans être contraint par des règles imposées par les capitalistes qui profitent aujourd'hui de leur exploitation.

C'est donc bien le renversement du système qui se pose aujourd'hui pour en finir avec la misère en Grèce. C'est la prise du pouvoir par les jeunes et les salariés sur l'ensemble de la société.

Syriza ira-t-il dans ce sens ?

Nous avons vu que pour imposer ses mesures, le gouvernement devrait aller plus loin que des lois, des réformes et devrait dépasser le cadre institutionnel du gouvernement. Aujourd'hui, ce n'est hélas pas dans le calendrier de Tsipras, il s'est plus souvent fait remarquer par sa volonté de défense des institutions plutôt que sa volonté de les remettre en cause. Ceci est totalement logique puisqu'il ne s'agit pas d'une organisation qui veut renverser le système mais d'une organisation antilibérale qui refuse les dérives du système capitaliste en Grèce. Il a déjà multiplié les garanties aux dirigeants internationaux.

Finalement, soit il capitule face à la pression des capitalistes, soit ces derniers utilisent l'économie pour le remettre en cause. La solution viendra en réalité de l'action des jeunes et des salariés qui par leurs mobilisations, par leurs grèves peuvent inverser la situation et imposer les mesures qui permettraient leur salut.

Prendre le pouvoir ?

Syriza est présenté comme un gouvernement de gauche radical, bien qu'il ne parle pas de renversement du système capitaliste, ou du côté des salariés bien qu'il se plaie plutôt à s'appeler gouvernement de « salut national ». Malgré le vote d'une partie assez importante des jeunes et des travailleurs pour Syriza, cela n'en fait pas pour autant un gouvernement des travailleurs.

Comme vu avant, la société n'est pas régie uniquement par le gouvernement mais bien aussi par son fonctionnement économique. On ne peut donc poser le contrôle de la société, uniquement au niveau du gouvernement, il faut le poser sous tous ses aspects : le pouvoir politique et économique. Seul le lien entre les deux permet de contrôler l'ensemble de la société de A à Z.

Pour imposer un changement radical de situation, les jeunes et les travailleurs, nous l'avons vu doivent se poser la question du contrôle des banques, des entreprises..., mais ils doivent aussi se poser la question de contrôler politiquement la société. Il faut lier le contrôle des secteurs économiques et celui de l'exécutif politique, pour mettre en places des mesures pour les chômeurs, la fonctions publiques. Tout cela ne viendra pas d'un gouvernement classique mais bien par un gouvernement contrôlé par les jeunes et les travailleurs. Sans cela, il restera une lutte contradictoire entre le contrôle des travailleurs sur l'économie et le contrôle politique par le gouvernement et surtout l'Etat. Il faut donc imposer nos propres centre de pouvoir, de contrôle et de décision basé sur la participation de l'immense majorité qui par la connaissance de leurs intérêts seront capable de décider des mesures et de les appliquer. Mais tout cela viendra bien d'un pouvoir des jeunes et des travailleurs et non d'un gouvernement peu importe le nom dont il se dote.

Finalement la question du gouvernement et du pouvoir n'est pas la même chose. Le gouvernement reste l'exécutif politique, le pouvoir est la question du contrôle de l'ensemble de la société. Pour nous, il s'agit pour en finir avec cette société, de trouver une solution pour que les jeunes et les travailleurs, les 99%, exercent le pouvoir dans leurs propres organes de décisions et d'organisations que cela soit d'un point de vue économique et politique. Pour faire, cela il ne suffira pas de réforme, comme nous l'avons vu, mais bien d'un mouvement d'ensemble remettant en cause la propriété privé, les institutions et le fonctionnement du capitalisme. Il faudra une révolution, un processus où la majeur parti de la population prend conscience de sa force et sa capacité à gérer elle-même la société et qui dégage l'ancien pouvoir capitaliste et pose les base d'une société nouvelle basée sur la solidarité et non sur le profit.

La nécessaire solidarité avec le peuple grec

Aujourd'hui, la Grèce n'est pas un pays comme les autres, il subit de front les pires politiques d'austérité et est surtout sous domination des grandes puissances. Les capitalists s'organisent pour le contrôler et lui imposer leurs décisions.

La décision d'arrêt du verse des aides par ma BCE est dans la droite ligne de cette situation. Il faut donc s'opposer à cette situation en mettant la pression aux capitalistes à l'échelle internationale et à nos propres gouvernement.

Aujourd'hui, il faut exiger l'annulation de la dette grec et pour cela exiger que le gouvernement français efface cette ardoise injuste et qui n'a fait qu'augmenter sa domination politique sur la Grèce et ses profits. Nous devons exiger l'arrêt des contrats militaires avec la Grèce, la session des entreprises possédés par les capitalistes français qui ont largement profité de la crise pour les acheter en deçà de leur valeur.